HMG FINANCE

L. HAUVETTE ‡
R. MICHELIN
M. GIRAULT

D. HAUVETTE-RAUX
J. GOATLY

Publication des principaux intermédiaires financiers sélectionnés au cours de l'exercice 2022

Conformément aux dispositions de la directive européenne MIF 2, les principaux intermédiaires financiers dont les services d'exécution simple ou de réception transmission d'ordres ont été utilisés par HMG FINANCE au cours de l'exercice 2022 pour acheter ou vendre des actions ou des obligations, sont présentés dans les tableaux suivants et classés selon le nombre d'opérations effectuées et le montant cumulé en Euro (EUR) des opérations.

Le premier tableau ci-dessous présente les cinq principaux intermédiaires financiers sélectionnés pour réaliser des opérations d'achat ou de vente sur les actions :

Nom de l'intermédiaire financier	Pays de l'intermédiaire financier	Nombre d'opérations	Classement par nombre de transactions	Montant cumulé en EUR des opérations	Classement par montant cumulé
INVEST SECURITIES	France	1 104	1	80 447 061	1
PORTZAMPARC	France	164	2	39 866 302	2
ODDO BHF	France	109	3	20 099 079	3
CM-CIC	France	108	4	16 094 025	4
EXANE	France	34		14 710 294	5
KEPLER CHEUVREUX CAPITAL MARKETS	France	57	5	13 767 841	

Le second tableau ci-dessous présente les cinq principaux intermédiaires financiers sélectionnés pour réaliser des opérations d'achat ou de vente sur les obligations :

Nom de l'intermédiaire financier	Pays de l'intermédiaire financier	Nombre d'opérations	Classement par nombre de transactions	Montant cumulé en EUR des opérations	Classement par montant cumulé
IMPERIAL CAPITAL	Royaume-Uni	18	2	4 937 006	1
INVEST SECURITIES	France	20	1	1 706 318	2
AUREL BGC	France	4	5	1 484 000	3
CARAX	France	7	4	643 062	4
OCTO FINANCES	France	4		461 350	5
TSAF (Tradition Securities and Futures)	France	11	3	398 020	

Informations importantes : A compter de l'exercice 2020, les ordres communs pour la clientèle sous mandat sont comptabilisés sans tenir compte du nombre d'allocations.
Les données concernant l'exercice 2017 n'incluaient pas encore la gestion sous mandat, ce qui explique les écarts importants entre les données 2017 d'un côté, et celles publiées pour les exercices suivants de l'autre.